

introduction

Cette réflexion est *une* modeste contribution à l'épineux débat qui s'instaure dans notre pays dans la perspective de 2016. Elle n'a ni la prétention d'apporter la solution optimale au complexe défi que doit affronter notre société ni l'illusion de convertir des loups en agneaux. Elle vise un seul but : une alternance démocratique, pacifique et apaisée en 2016.

Chaque fois que le Congo s'est trouvé à la croisée des chemins, comme en 1963, en 1968, en 1977, 1979, 1991-1992, en 1997 et probablement en 2016, deux camps extrémistes se sont souvent imposés au reste de la nation, confisquant le débat politique et se livrant à une lutte à mort. D'un côté les tenants du pouvoir, s'y accrochant par tous les moyens ; de l'autre les aspirants au pouvoir, n'hésitant pas un seul instant à sacrifier des vies humaines pour assouvir leur dessein.

Cette réflexion aspire à éveiller la conscience de la majorité silencieuse souvent obligée de subir les conséquences de la bataille des éléphants. Que ceux qui ont envie de s'entretuer pour le pouvoir se mettent sur un champ de bataille comme le faisaient les chevaliers du Moyen Âge. Qu'ils se livrent à de vrais duels avec arbitres et pistolets dans les règles de l'art moyenâgeux. Personne n'y trouverait à redire. Malheureusement, la lâcheté des uns et des autres est telle

qu'ils préfèrent se battre par populations interposées, n'hésitant pas à mettre en première ligne une jeunesse prête à servir de chair à canon et à détruire sans vergogne le fruit du travail des pauvres citoyens, contraints à l'éternel recommencement. Ironie du sort, les uns et les autres, conscients de la violence des guerres à venir, prennent en général le soin de mettre leurs proches et leurs biens à l'abri bien avant de déclencher les hostilités. Les officines doivent probablement déjà tourner à plein régime aujourd'hui dans le but de nous préparer des holocaustes dont le *sang et les larmes viendront des autres*.

Cette réflexion s'adresse avant tout à cette majorité, fatiguée de subir stoïquement la bêtise collective. Elle seule, peut prendre son destin en mains et imposer à l'ensemble de la nation une solution consensuelle. Elle seule, peut faire taire les égoïsmes des jusqu'au-boutistes. Elle seule, peut empêcher le changement de la constitution tout en préparant les conditions d'une retraite paisible au président en exercice et son entourage. En un mot, elle seule peut créer les conditions d'une alternance démocratique et apaisée.

On nous accusera certainement d'utopie. Que n'avons-nous entendu sous le ciel congolais : « Un homme arrivé au pouvoir par les armes, ne pourra en partir que chassé par les armes. Qui tue par l'épée, mourra par l'épée ». Nous osons croire qu'il n'y pas de fatalité en ce bas monde et que le bien peut venir à bout du mal, la détermination peut vaincre l'obstination. Nous préférons assumer cette utopie que de voir notre beau pays renouer avec ses démons destructeurs.

La lecture de cette réflexion ne nous fera pas que des amis, loin de là. Nous aurions pu alors nous taire, mais nous ne le ferons pas. Ce que nous avons à dire n'a de valeur qu'aujourd'hui. Demain, il sera peut-être trop tard. Il est même peut-être déjà trop tard aujourd'hui car l'histoire avance à pas de géants et notre élite peut briller par une obstination suicidaire.

1. Révolution ou évolution

S'il y a un pays qui a marqué le XX^e siècle par son histoire mouvementée, c'est bien la Russie. Or, même ce berceau des insurrections est fatigué des bouleversements sans lendemain. Au cours de la dixième rencontre Valdai* à Sochi, Vladimir Poutine a déclaré à peu près ceci : « La Russie a connu trop de révolutions au XX^e siècle et nous savons ce que ces révolutions nous ont apporté de ruine et de désolation. Nous voulons enfin opter pour l'évolution... »

Nous avons connu notre révolution en août 1963. Nous savons aujourd'hui ce que cette révolution nous a apporté. Pour la première fois depuis l'indépendance de notre pays, toutes les conditions sont remplies pour une alternance démocratique et pacifique. La constitution actuelle est très claire à ce sujet. Ayant dépassé 70 ans et ayant accompli deux mandats successifs, l'application stricte de cette constitution ne permet pas au président de briguer un troisième mandat. Sous d'autres cieux, la question ne se poserait même pas. Chez nous en revanche, un débat, des plus hallucinants s'est installé dans le paysage politique. Il s'est agi un temps de réviser la constitution pour permettre au président de se représenter. Ayant constaté l'impossibilité juridique de le faire, la constitution étant verrouillée au sujet des articles « problématiques », le débat a brusquement porté sur le changement pur et simple de cette constitution. Curieusement,

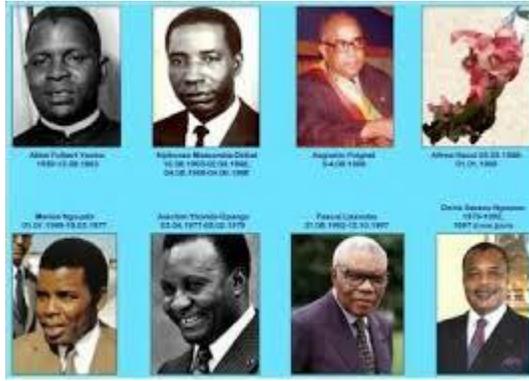
**Valdai : Ce club de discussion est un forum international annuel qui vise à rassembler des experts nationaux et étrangers pour débattre du développement de la Russie et de son rôle dans le monde.*

Le Club a été créé en 2004 et nommé d'après le lieu de la première rencontre à Novgorod près du lac Valdai.

ceux qui soutiennent ce changement, sont les mêmes qui étaient restés sourds aux inquiétudes de nos compatriotes. Ces derniers soulignaient à l'époque les nombreuses insuffisances de notre loi fondamentale. Précisons toutefois que les inquiétudes exprimées ne concernaient ni le nombre de mandats ni l'âge limite des candidats. Il s'agissait plutôt des rapports complexes et flous entre le pouvoir législatif et exécutif. Lesdits aspects peuvent être corrigés par une simple révision de la constitution.

Visiblement, le problème auquel est confrontée notre classe politique se situe à un autre niveau. Nous essaierons de le montrer dans la suite de cette réflexion. Notre pays se trouve à la croisée des chemins. Un énorme défi se dresse devant notre peuple. Le peuple et ses dirigeants réussiront-ils à le relever ? Écouteront-ils la voix de la sagesse ou sombreront-nous pour la nième fois dans les abysses peuplés de nos démons ?

2. Une histoire faite de violences récurrentes



Notre histoire récente est faite d'alternances violentes à la tête du pays.

1963 : Youlou est chassé du pouvoir, trois ans à peine après son élection à la présidence. Il partira en exil au son de « Youlou a tout volé »*. Il est mort en exil.

1968 : Massamba-Débat qui lui a succédé est victime d'un coup d'État. Il est contraint à l'exil intérieur dans son fief de Boko. Il sera exécuté en 1977 à la mort de Ngouabi. Si le lieu de son exécution est plus ou moins connu, son corps n'a jamais été retrouvé. Il n'a donc pas de sépulture.

1977 : Ngouabi est assassiné dans des conditions qui n'ont jamais été élucidées à ce jour. De nombreuses personnalités perdront la vie dans la foulée : le cardinal Émile Biayenda, le

capitaine Kimbouala-Nkaya, et de nombreux autres.

1979 : Yombi est chassé du pouvoir. Il passera onze ans en prison avant d'être réhabilité par la Conférence Nationale Souveraine. Il sera contraint à l'exil en 1997.

1997 : Lissouba est chassé du pouvoir par une guerre de cinq mois qui fera des milliers de morts. Il vit aujourd'hui en exil dans un état que seuls ses proches savent.

Et maintenant Sassou-Nguesso ? Battu aux élections libres et démocratiques de 1992, il a quitté le pouvoir avant de revenir 5 ans plus tard à l'issue des événements du 5 juin 1997. Du sort qui lui sera réservé, à lui et à son entourage, dépendra largement l'avenir du pays dans les décennies à venir. En effet, les 50 dernières années ont été marquées par les événements douloureux de 1959. Les Congolais ont apparemment sous-estimé le lourd impact des violences qui précéderont notre indépendance et qui éloigneront progressivement le Nord et le Sud du pays. En écho à 1959, face à l'échec de la construction nationale, de voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour exiger la partition du pays.

2016 un moment de communion nationale ou une catastrophe programmée et d'une ampleur jamais vue ?

Depuis 1960, l'alternance au pouvoir s'est donc toujours effectuée dans la violence la plus ignoble avec comme malheureux corollaire, la mort ou l'exil du chef de l'État évincé. La seule fois où le changement à la tête du pays s'est fait sans violence, c'était en 1992, grâce au dialogue et à la concertation initiés par la Conférence Nationale Souveraine.

Nous venons de souligner le cruel destin des ex-chefs d'État congolais. Dans cette triste lignée, Sassou Nguesso occupe une place à part. Il est en effet le seul à avoir quitté le pouvoir par la voie des urnes et sans violence. Il est aussi le seul à y être revenu suite à une guerre fratricide. Faut-il voir dans ce sombre tableau une des raisons du débat actuel sur un changement de constitution et donc sur l'opportunité d'un troisième mandat ?

Les protagonistes de 2016, face à leurs responsabilités.

Tout le monde souhaiterait évidemment que les élections de 2016 soient libres, transparentes et équitables. À moins de 2 ans de ces échéances cruciales, force est cependant de constater que ces conditions sont loin d'être réunies. Et ce ne sont ni les incantations des uns ni l'obstination des autres qui nous conduiront à un scrutin apaisé.

Les élections locales du 28 septembre 2014, largement boudées par les populations (ce qu'ont reconnu le pouvoir et la frange de l'opposition y ayant pris part) n'augurent rien de bon. Un corps électoral douteux, une commission électorale ouvertement partisane, des cartes d'électeur non fiables, etc. à quoi pouvait-on s'attendre ? Afin que les résultats des scrutins nationaux soient incontestables, les participants (pouvoir et une partie de l'opposition) avaient pourtant organisé deux concertations, l'une à Ewo en septembre 2011, l'autre à Dolisie en mars 2013. Les conclusions de ces deux concertations n'ont jamais connu une application satisfaisante. Une nième concertation serait-elle à même de mieux préparer 2016 ? Si la CNS a abouti à des élections incontestables, quelles sont les garanties qu'une concertation similaire aboutisse aux mêmes résultats ? Comment organiser une

concertation sincère dans le climat actuel de grande suspicion?

Le peuple congolais nous a habitués à des surprises. Il est capable du meilleur comme en 1991-1992 ou du pire comme en 1997-1998. Il est capable d'un grand dépassement de soi ou de sombrer dans la bêtise la plus crasse.

3. Les stratégies suicidaires des parties prenantes

À l'approche de 2016, on voit se dessiner deux camps aux stratégies et intérêts diamétralement opposés. D'un côté, le pouvoir arrogant, suffisant et centré autour du PCT souhaite se pérenniser; mais il s'y prend de la manière la plus archaïque et invraisemblable. De l'autre, une opposition morcelée, *affamée*, humiliée, affaiblie, divisée en modérée et radicale. Une opposition qui pendant longtemps a subi le dictat du pouvoir. Elle brille aujourd'hui par son manque d'organisation et de crédibilité ; elle croit cependant son heure venue. Entre les deux, le peuple, pris entre le marteau et l'enclume, regarde de plus en plus avec terreur et appréhension le temps passer, redoutant d'être de nouveau victime de la bêtise collective de sa classe politique.

Le PCT, sorti vainqueur de l'affrontement fratricide de 1997 a régné sans partage jusqu'en 2002 en se basant sur une loi fondamentale ayant remplacé la constitution contestée de mars 1992.

En toute indépendance et ayant la haute main sur le destin de la

nation, le PCT conçoit et fait voter la constitution de janvier 2002. Malgré ses insuffisances notoires, cette constitution a le mérite d'être défendue aujourd'hui par l'opposition qui l'avait vigoureusement combattue. On peut ici accorder à l'opposition un crédit démocratique. En effet, ayant échoué au référendum constitutionnel, elle s'était soumise à la volonté du peuple (mais avait-elle la capacité de s'opposer ?). Le propre d'une loi fondamentale étant sa stabilité, refuser son changement 14 ans à peine après son entrée en vigueur fait l'honneur de l'opposition qui aurait pu profiter de l'occasion pour réaliser ses exigences de 2002. C'est d'ailleurs ce à quoi le PCT l'invite avec un cynisme à peine voilé. Cette attitude de l'opposition n'est cependant pas dépourvue d'intérêt. La constitution à laquelle elle s'était opposée s'avère contenir des dispositions imposant une alternance grâce à la limite d'âge et surtout de mandats. Ayant fait profil bas en 2002 et contre mauvaise fortune bon cœur, elle récolte aujourd'hui le fruit d'une adhésion au principe démocratique : le grand verdict du temps.

Le PCT en revanche, connu pour la virulence de ses contestations contre la constitution de mars 1992, se retrouve dans l'inconfortable rôle de vouloir changer ce qu'il a conçu et verrouillé lui-même en toute liberté et qui est accepté par l'opposition. Le but inavoué de la manœuvre (mais qui est un secret de polichinelle) est de permettre un troisième mandat à l'actuel président doublement frappé par la limite d'âge et de mandats.

Le PCT se retrouve donc aujourd'hui dans la position inconfortable d'un fonctionnaire ayant travaillé pendant 30 ans, qui, à 2 ans de la retraite, demande à l'État son employeur de lui accorder 7 ans supplémentaires pour achever la maison dont il a commencé tardivement la construction. On

peut aussi présenter les choses autrement. Face à l'intransigeance de la loi et de l'État, notre fonctionnaire essaie de changer son acte de naissance ou la loi pour pouvoir être en conformité avec cette dernière et pouvoir prolonger sa carrière. Par cet exemple caricatural, nous voulons montrer l'absurdité et le ridicule de la position prise par une partie du PCT dans le débat constitutionnel.

La solution la plus logique et démocratique qui s'impose au PCT est de chercher en son sein un candidat pouvant porter le flambeau du parti dans une élection libre et transparente. Ayant laminé l'opposition qui peine à retrouver l'unité indispensable au changement de rapport de force qui conduirait à une alternance démocratique, le PCT a un boulevard électoral devant lui. Toutefois, plus le temps passe, plus sa propre unité sera mise à mal par une situation intenable. Ce parti qui avait déjà connu un violent débat entre conservateurs et rénovateurs risque de subir l'éclatement qu'il avait infligé avec plaisir à l'U.P.A.DS, au MCDDI au RDPS et au RDD. Cela conduira à une inévitable recomposition du paysage politique, introduisant une dimension supplémentaire d'instabilité ou au contraire ouvrant un nouveau champ positif des possibles.

Le syndrome de Ouagadougou

La situation que vient de traverser le Burkina Faso devrait interpeller les dirigeants du PCT. À voir les prises de position de ce parti ces derniers temps, on peut supposer qu'un débat interne est en train de s'imposer. La stratégie de ce parti qui semble centrée sur le prolongement contre tout bon sens et par tous les moyens du mandat présidentiel est suicidaire et porteuse de risques de déflagration du pays. On observe en effet une confiscation alarmante du débat, tant au sein de ce

parti, qu'à l'échelle nationale. Un seul son de cloche est imposé à l'ensemble de la nation. L'impression qui s'en dégage et que le vrai fond du problème se situe ailleurs. Il s'agit ni plus ni moins de la survie politique du PCT et de la retraite politique du président de la République. En d'autres termes, le PCT peut-il présenter un candidat crédible capable de gagner une élection libre et transparente ? Le parti survivra-t-il à une éventuelle perte de pouvoir ? Le président actuel pourra-t-il quitter la scène politique sans être hanté par l'attitude de son successeur et d'une partie de la population ? Voilà les vraies questions qui sont soigneusement éludées pour le moment.

L'opposition radicale

Si le PCT brille par une stratégie étonnante et dangereuse, l'opposition de son côté se lance dans une surenchère paralysante et suicidaire. Comme nous l'avons déjà souligné, elle est divisée en ailes radicale et modérée sans compter une frange qui se réclame du centre et dont les positions sont totalement illisibles. L'aile radicale, étouffée, menacée et privée d'espace d'expression, n'arrive pas à mobiliser et à convaincre la population. Boycottant les urnes, elle peut revendiquer le succès d'une abstention augmentant d'une élection à l'autre. Son objectif consistant à convoquer des États Généraux de la nation qui déboucheraient sur un gouvernement d'union nationale chargé d'organiser des élections libres et transparentes en 2016 est pour le moment dans l'impasse totale. Le refus obstiné du pouvoir de satisfaire à cette exigence met à mal cette démarche. Le pouvoir, échaudé et traumatisé par la CNS ne voit dans les États Généraux qu'une répétition masquée de la grand-messe qui le conduisit à sa perte en 1992. D'autre part, la position de l'opposition radicale est d'une

virulence telle qu'elle a très peu de chance (en l'état actuel des choses) d'aboutir à un débat apaisé. Espérons que les dirigeants de cette frange de l'opposition feront preuve de plus de pragmatisme, car le temps presse.

L'opposition modérée

L'opposition modérée souffre d'un manque crucial de crédibilité. Sa stratégie, basée sur un dialogue permanent avec le pouvoir a montré toutes ses limites à travers les maigres résultats d'Ewo et Dolisie. Les élections du 28 septembre 2014, largement boycottées par les populations, prouvent à suffisance l'énorme discrédit de cette opposition. Elle partage aujourd'hui la défiance au pouvoir en l'accompagnant depuis toujours dans des élections truquées et aux résultats connus d'avance. Le peuple n'est pas dupe, qui sanctionne cette stratégie par le mépris le plus insolent. Croyant éviter la politique de la chaise vide, l'opposition modérée s'est retrouvée sur une chaise électrique, courant le risque de sombrer avec son partenaire d'infortune. Dans le temps qui nous sépare d'août 2016, il lui faudra batailler ferme sur plusieurs fronts : retrouver un minimum de crédibilité, rassembler un maximum de militants et travailler à la construction d'un front uni avec un candidat unique consensuel pour espérer peser sur le cours des événements en 2016. Au regard de ce qui se passe à l'intérieur de cette frange de l'opposition, le doute est permis quant aux chances de son succès. La versatilité de ses dirigeants mine profondément le message qu'ils véhiculent.

La diaspora

Dans son ensemble, largement acquise à l'opposition, elle souffre des mêmes maux que l'opposition interne. Éclatée en une multitude de plateformes et de chapelles, elle peine à parler d'une seule voix. Si la diversité d'opinions est une richesse en démocratie, elle peut devenir un redoutable frein pendant les périodes cruciales exigeant la construction d'un rapport de force politique. Les Assises Nationales ont un court temps incarné un réel espoir de rassembler la diaspora pour ensuite peser sur le cours des événements au pays. Elles ont fini par sombrer dans des intrigues typiquement congolaises. L'arrogance des uns et la suspicion des autres ont étouffé cette initiative pourtant prometteuse. Espérons qu'elles se ressaisiront à temps et surtout que la diaspora aura le courage et la lucidité de surmonter ses divisions afin d'apporter un nouvel éclairage sur le paysage politique congolais où s'accumulent de sombres nuages.

La société civile



Elle souffre d'une faiblesse structurelle due au fait que la politique a pendant longtemps envahi l'espace public. Mal organisée, peu audible, souvent clientéliste, elle peine à présenter une alternative à l'incompétence de la classe politique, mais surtout à constituer un contrepoids à la dérive



de la classe politique. Au lieu d'appeler à la prise de conscience citoyenne, elle s'est souvent limitée à de timides tentatives qui peinent à canaliser le mécontentement populaire. Sa composante religieuse brille par une absence et un silence étonnants en ses heures graves que traverse la nation. La société civile est surtout paralysée par la violence des guerres passées qui ont généré des traumatismes ressurgissant au moindre soubresaut.

L'armée

Sur les six présidents qui ont dirigé le pays depuis l'indépendance, la moitié était des militaires et ces derniers étaient tous du nord. Est-ce là un hasard ? Si l'on assimile l'intrusion de l'armée dans la vie politique à une déviation de la ligne démocratique, le raccourci est vite fait selon lequel, la partie nord du pays accepte difficilement le principe démocratique. Il s'agit là d'un constat alarmant. La composition ethnique de notre armée est loin d'être républicaine et semble renforcer les craintes d'une dérive plus profonde qu'on ne le suppose. Garant de l'intégrité du territoire, de la sécurité des personnes et des biens, l'armée s'est progressivement éloignée de ses missions fondamentales

et républicaines. Elle s'est petit à petit politisée et polarisée au point de constituer un réel risque pour l'unité nationale. En effet, devenue partisane au fil des années, elle a cessé de rassurer une grande partie de la population qui ne voit en elle qu'un instrument répressif au service d'une frange de la société. Sera-t-elle capable d'un sursaut ou cédera-t-elle à sa tentation politicienne initiée en 1968 ? L'avenir nous le dira. Mais d'ores et déjà, la place de la force publique dans la république de demain doit susciter de profondes interrogations.

Le peuple profond

Tout peuple a les dirigeants qu'il mérite. Victime des guerres civiles à répétition, terrorisé, affamé, humilié, le nôtre est aujourd'hui un volcan endormi qui n'attend que son heure d'explosion. Artificiellement divisé en Nordistes et Sudistes, il subit dans son ensemble les affres de notre mauvaise



gouvernance généralisée. À l'exception de quelques privilégiés qu'on rencontre tant au Nord qu'au Sud, mais un peu plus au Nord qu'au Sud, notre population est majoritairement tenue à l'écart des effets positifs de la croissance économique. Que des inondations aient lieu à Pointe-Noire ou à Talangai, que les explosions du 4 mars 2012 aient ravagé Mpila, la population était frappée sans distinction de son appartenance ethnique. La pauvreté sévit avec la même dureté à Makola qu'à Pokola. Les politiciens ont tendance à instrumentaliser l'appartenance ethnique pour assouvir leurs ambitions souvent malsaines. Le résultat catastrophique d'une telle démarche est que le tissu national est aujourd'hui en lambeaux. Dire que les partisans du changement de la constitution se recrutent plus au Nord tandis que ceux qui prônent son maintien sont essentiellement Sudistes est une déformation ignoble de la réalité. La majorité de notre population, comme partout dans le monde, a toujours aspiré à la vraie démocratie, à la paix, à la liberté et au bien-être. Abusé et désabusé, appauvri, humilié et affamé, notre peuple, du Nord au Sud, d'Est en Ouest crie sa soif de liberté et de prospérité. Muselé depuis des décennies, traumatisé par les affres des guerres civiles à répétition, il s'est enfermé dans un mutisme réprobateur. Sa violence latente est proportionnelle à son désespoir.

Le discours de Mitterrand à la Baule avait déclenché les conférences nationales souveraines qui étaient venues à bout des systèmes autocratiques ayant dominé l'Afrique postindépendance. En ce début de XXI^e siècle, la soif de liberté et de démocratie des peuples a été galvanisée par la prise de position des États-Unis au sommet de Washington en août 2014 et par le discours de France Hollande (invitation à ne pas modifier les constitutions). La chute de Blaise Campaoré est venue redonner de l'espoir aux immenses masses populaires qui se sentaient privées de leurs droits fondamentaux. Le

suffrage universel confisqué par des années de pseudo-démocratie s'est exprimé avec violence le 31 octobre dans les rues de Ouagadougou, emportant un dirigeant qui s'entêtait à défier l'histoire.

4. Quelle sera la réaction du peuple congolais en 2016 ou avant ?

Fatalité ou opportunité ?

Programmant à la date du 8 novembre une réunion qui devait annoncer sa position officielle dans le débat sur la constitution, le PCT avait vraisemblablement misé sur la réussite de Blaise Campaoré dans son propre arrangement anticonstitutionnel. Ce dernier, dans une défiance totale et suicidaire à son peuple et malgré les mises en garde de la France et des USA, avait tenté un passage en force de son projet de modifier la constitution à la fin du mois d'octobre. Nous savons tous ce qu'il en est résulté. Nous savons aussi que le PCT, ayant rapidement tiré les leçons de ce précédent, n'a pas osé persister dans l'impasse où il s'engageait et qui aurait sans doute déclenché une spirale incontrôlable. Il a décidé de reporter sa décision. Le bon sens l'a-t-il emporté ou s'agit-il d'une ruse politique visant à gagner du temps ? L'avenir nous le dira.

Il est de plus en plus probable que le PCT n'osera pas emprunter la voie de la déflagration collective. Cela est tout à son honneur. Tous les regards sont désormais tournés vers

l'élite de ce parti. Aura-t-elle la force de respecter *sa propre* constitution ? Pourra-t-elle trouver en son sein un candidat pouvant porter ses couleurs dans un scrutin libre et démocratique ? Ce candidat et le parti auront-ils le courage d'accepter leur échec le cas échéant ? Voilà les questions cruciales auxquelles le PCT devra répondre dans l'urgence. Il semble aujourd'hui que le débat au sein du PCT aura lieu de plus en plus lieu entre les partisans d'un passage en force du changement de la constitution et ceux de la désignation du candidat idéal pour le parti. Nous l'avons déjà souligné, le PCT dispose aujourd'hui d'un atout (bien qu'acquis dans des conditions antidémocratiques) : l'émiettement de l'opposition. Obtenus à coups d'intimidation et d'achat de conscience, l'émiettement et la dispersion actuelle de l'opposition jouent en faveur du PCT. Ce dernier pourrait donc surprendre tout le monde en maintenant la constitution et en présentant un candidat consensuel, mettant toute l'opposition face à son incapacité de ressaisissement. La politique n'étant pas une science exacte, les choses peuvent toutefois se passer autrement, un deuxième tour peut se dessiner et coaliser les forces de l'opposition. C'est dans ce cadre que la grandeur d'un candidat du PCT serait aussi sa capacité d'accepter un verdict défavorable des urnes.

Voilà les dernières chances du PCT de surmonter sa disparition programmée. En effet, un passage en force du changement de constitution, une candidature non consensuelle et de surcroît portant les stigmates d'un veto tribal ou clanique sonneraient le glas de ce parti. Ce dernier connaîtra très certainement des dissidences telluriques hypothéquant les chances d'une alternance pacifique en sa faveur. La recomposition du paysage politique sous-jacente et concomitante sera forcément au détriment des groupes rivaux dominant actuellement la direction du PCT. Connaissant notre penchant au complot et à l'exclusion, la probabilité est énorme que ces chambardements

conduisent à des affrontements violents avec un impact dévastateur sur toute la nation.

Le PCT aura-t-il la force d'emprunter la voie de la sagesse en maintenant sa *propre* constitution, en organisant la désignation d'un candidat consensuel et incontestable ? Le principe des élections primaires dont les partis américains sont les meilleurs chantres semble s'imposer dans les situations indécises et conflictuelles. Le parti socialiste français a adopté cette démarche salubre en 2012. L'UMP de Sarkozy est sur le point d'en faire de même. Le PCT inaugurera-t-il une nouvelle ère d'approfondissement de la démocratie ou s'enfermera-t-il dans un autisme catastrophique pour l'ensemble de la nation ? Le futur très proche nous le dira.

5. Un sursaut national est-il possible ?

Supposons à présent que dans un sursaut national de bon sens, la classe politique, après une concertation sincère et pragmatique accepte de maintenir l'actuelle constitution et d'organiser des élections libres, transparentes et consensuelles. Admettons que le nouveau président élu, qu'il soit de l'opposition, de la société civile ou du PCT, soit accepté par l'ensemble de la classe politique, il se posera automatiquement le vrai problème qui agite notre société en toile de fond et qui risque de polluer pendant longtemps encore la vie politique déjà complexe de notre pays. Ce problème très simple est le suivant : quel sort réserver au désormais potentiel ex-président Sassou ? Que deviendront ses collaborateurs ?

Au regard de notre tradition politique, son sort n'est pas des plus enviables. Encore une fois, rappelons le cruel destin des ex-chefs d'État congolais auquel nous avons fait allusion plus haut. Deux présidents abattus, trois présidents exilés, un président emprisonné. À la lecture de ce sombre tableau, Sassou a logiquement du souci à se faire. Les statistiques ne plaident pas en sa faveur. Dans ce contexte, la probabilité qu'il jouisse d'une retraite tranquille est presque nulle. Le seul dossier des disparus du Beach est assez lourd pour pourrir l'existence d'un ancien chef d'État. Celui des Biens mal acquis pourrait le réduire à un simple *mendiant* à la merci de ses détracteurs. Ces deux dossiers ont suffisamment pourri les deux mandats de Sassou. Si, bénéficiant de l'immunité présidentielle et des amitiés protectrices internationales, lui et ses collaborateurs ont régulièrement été, directement ou indirectement, la cible de la justice internationale, qu'en sera-t-il lorsqu'il aura quitté le manteau protecteur du pouvoir ? Pourchassés, humiliés, expropriés ? Cette perspective n'a rien de réjouissant pour le président et ses collaborateurs. Elle serait peut-être (à côté d'autres facteurs) une des explications des démarches anticonstitutionnelles entreprises par les ténors du PCT.

Comme nous pouvons le constater, le destin post-présidentiel de Sassou est peut-être (et de loin) l'enjeu crucial de notre débat constitutionnel. Et tout le monde (pouvoir et opposition) feint de l'ignorer. En un mot, la classe politique congolaise est-elle capable de créer un climat qui permettrait, pour la première fois de son histoire à un ancien président de quitter le pouvoir sans être inquiet au sujet de son avenir, celui de sa famille et de ses collaborateurs ?

Peuple versatile à souhait, cédant facilement à la vindicte et au pardon, quelle voie choisirons-nous en 2016 ? Un vrai dialogue de fond, intense, pragmatique, courageux et fondateur

ou au contraire une suicidaire fuite en avant ?

Posons la question autrement. Sassou pourra-t-il mener une existence tranquille au pays, voyager à l'étranger sans être inquieté ou devra-t-il vivre à partir d'août 2016 dans la hantise d'être livré à la CPI, d'être humilié et exproprié ? Quel sort sera réservé à ses collaborateurs ?

6. La voie du milieu

Nous voici arrivés au cœur de cette réflexion, mais avant d'aborder cette dernière phase, nous aimerions poser quelques balises.

Voici une belle citation de Churchill : « Vous avez voulu éviter la guerre au prix du déshonneur. Vous avez le déshonneur et vous aurez la guerre. »

Cette pensée nous a beaucoup hantés tout au long de cette réflexion. À certains moments, nous nous sommes sentis naïfs, à d'autres, nous avons plutôt eu l'air de trahir le droit. Mais à aucun moment nous n'avons cédé à la fatalité de la guerre que nous voyions poindre à chaque impasse dans laquelle s'embarquait notre classe politique. Une guerre (de surcroît civile) ne peut être justifiée par aucun argument. On sait ce que signifient blitzkrieg (guerre éclair), frappes chirurgicales, dégâts collatéraux, etc. Si on peut planifier le début d'une guerre, on en maîtrise rarement le déroulement et encore moins la fin. On sait quand une guerre commence, mais on sait rarement quand et comment elle se terminera ni le nombre de victimes qu'elle fera. D'où notre effroi à lire certains compatriotes appelant à une révolte anticipée qui pousserait Sassou à la faute de mater son propre peuple et provoquer ainsi

un tsunami qui l'emportera, lui et les siens.

À Ouagadougou, disent-ils, ces chantres de la *révolution sanglante*, 30 citoyens ont perdu la vie. À Brazza, le nombre sera certainement un peu plus important, vu l'armement accumulé par le pouvoir. Leur conclusion est d'un cynisme effarant : il faut se battre pour la liberté, on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs : « Ba foua ba foua, ba sala, ba sala ».

Notre effroi est d'autant plus grand en constatant que ceux qui invoquent ainsi le sang sont tapis derrière des ordinateurs à des milliers de kilomètres de Brazzaville, cette ville qui maîtrise l'art de se transformer en enfer en un quart d'heure. Notre effroi est enfin incommensurable en réalisant que ceux qui se livrent à pareille incantation de la mort avec une telle légèreté ne s'imaginent à aucun instant victimes de cette guerre, ni eux ni leurs proches. S'ils pensent au sang qui peut couler, il s'agit forcément de celui des autres. Quand comprendrons-nous que le pouvoir ne vaut pas une seule goutte de sang du plus humble des Congolais ? Qu'un seul mort congolais sacrifié sur l'autel de la bêtise politique est un mort de trop ? Quand la non-violence fera-t-elle ses timides pas sur la terre meurtrie de nos ancêtres ? Quand apprendrons-nous à respecter le caractère sacré de la vie ?

Ceci étant dit, notre position se résume à deux points simples :

- 1- Pas de changement de constitution, donc une alternance pacifique en 2016
- 2- Une sortie honorable à l'actuel président en lui assurant une retraite paisible ; une négociation sur le sort de ses actuels collaborateurs

Quand nous avons évoqué cette voie du milieu et non violente pour la première fois, nous avons été étonnés par la réaction virulente de notre interlocuteur. « Sassou a bénéficié du pardon du peuple en 1992. À la fin de la Conférence Nationale Souveraine, il avait dit « J'assume ! » Au lieu de prendre paisiblement sa retraite, cela ne l'a pas empêché de nous remettre ça en 1997-1998. Il est revenu nous pourrir la vie et nous semer la désolation. Cette fois-ci, nous ne le raterons pas. Sassou mort, la déchéance politique décrétée à l'égard de tous ses partisans, la paix sociale règnera pour les siècles des siècles au Congo. Gare à tous ceux qui s'interposeront entre lui et le peuple avec des discours gnangnan et de bisounours dans le seul but de le soustraire des foudres de la justice. Pour leurs crimes politiques et économiques, lui et les siens devront répondre devant un vrai tribunal.... »

Crucifier Sassou ou tuer le mal en nous?

Nous nous sentions personnellement visés par cette diatribe. Nous apparaissions certainement aux yeux de ce compatriote comme de minables défenseurs du diable Sassou. Il ne lui restait plus qu'à nous demander le montant que nous avions perçu pour notre sale besogne de défenseurs d'un dictateur honni et sur le départ. Pourtant, disait-il, ayant subi dans notre chair et dans nos biens les affres de 1997, contraints aux privations et aux humiliations de l'exil, nous n'avions aucune raison de pardonner au PCT et à son chef. Ce qui nous étonnait le plus dans cette réaction, c'est qu'elle venait d'un chrétien allant chaque dimanche à la messe. Nous essayâmes alors la fibre religieuse. « Revenons à l'époque de Jésus. Sassou vient d'être arrêté par le peuple. Jésus passe par là et demande à la

foule : « Que celui qui croit qu'il n'a pas de péché jette le premier la pierre sur lui.... ». Dans la bible, les Pharisiens s'étaient retirés sur la pointe des pieds, reconnaissant qu'ils étaient de pauvres pécheurs.

Les Congolais auront-ils la force et l'humilité de se regarder en leur for intérieur afin d'enlever la poutre de leurs yeux avant d'enlever la paille dans l'œil de Sassou ? Crucifier Sassou ou tuer le mal en nous ? Si Ponce Pilate nous avait posé la question, il est certain que nombreux d'entre nous auraient préféré crucifier Sassou que lutter contre notre immense mal intérieur. Laisserons-nous libre cours à nos pulsions les plus profondes, à notre vengeance jouissive, ouvrant une nouvelle fois les portes de l'enfer au Congo ?

Youlou a tout volé !

On raconte l'anecdote suivante. En 1963, Youlou, acculé par les syndicalistes était forcé de signer sa démission. Il paraît que, ne croyant pas que le peuple l'avait déjà désavoué, il exigea d'aller voir la foule prétendument en colère qui exigeait sa démission. Arrivé au balcon du palais, il reçut un coup de pancarte sur la tête avec l'injonction de rentrer dans la salle pour y signer sa démission. Ce qu'il fit (certainement avec amertume). Il quitta le pouvoir sous la clameur et la jubilation d'une foule chauffée à blanc « Youlou a tout volé. » Il paraît, enfin, qu'en partant, l'abbé-président maudit copieusement le Congo pour une période de 50 ans. Serions-nous à la fin de ladite période ? L'histoire nous le dira.

Sassou a tout volé !

Le départ de Youlou nous a-t-il conduits vers la terre promise ?

Au regard de ce qu'est devenu notre pays depuis 1963, il est permis d'en douter. Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour dire que Sassou a tout volé et ruiné le pays. Le chasser du pouvoir, lui et ses collaborateurs suffira à nous ouvrir les portes du paradis. Se profile alors à l'horizon notre propension à guillotiner nos souverains. Comment s'étonner dans ce contexte qu'un président en exercice, protégé par l'immunité, accepte de quitter le pouvoir en sachant que cela reviendra à se livrer pieds et mains liés à ses détracteurs qui ne s'en cachent plus ? Force est de constater encore une fois qu'en permettant à un président en exercice de quitter le pouvoir en toute sérénité, en créant un cercle enfin vertueux et démocratique, nous ouvrirons peut-être une nouvelle ère. Mais nous pouvons au contraire, comme nous savons le faire depuis 1959, et avec une folie destructrice grandissante, renouer avec nos vieux démons, enclenchant par la même occasion un nouveau cycle de violence de 50 ans. Dans ces conditions, après un siècle d'indépendance, notre peuple en sera réduit à pleurer les occasions manquées de construire une vraie nation.

La voie du milieu

Le propre de la voie du milieu, c'est de s'attirer les foudres des deux extrêmes. Nous entendons les voix s'élever du côté du pouvoir nous accusant de faire le lit de la chienlit de l'opposition qui ne rêve que d'une violence visant à abattre le régime de Sassou. Nous entendons les clameurs des jusqu'au-boutistes de l'opposition qui croient l'heure arrivée d'en découdre avec le monstre Sassou, ce mal personnifié. Face à ces deux blocs en train de fourbir les armes, j'espère que nous serons de plus en plus nombreux à choisir la voie du milieu, la voie de la sagesse et épargner à notre beau pays et à notre peuple meurtri, les affres d'une nième guerre fratricide et

stupide. La tentation est forte de créer une vraie rupture révolutionnaire d'avec le système corrompu qui gangrène notre existence. Mais au regard de ce que fut la gestion du pouvoir entre 1992 et 1997, nous sommes en droit de nous poser des questions. Le tribalisme nordiste avait très vite fait place au tribalisme du Niboland. La Montagne de la Conférence Nationale Souveraine venait d'enfanter la souris de nos égoïsmes minables.

7. Ngouabi, précurseur de Deng Xiao Ping ?

Il paraît que Marien Ngouabi, ayant constaté la faillite de sa gestion économique, avait décidé de remettre le pouvoir étatique à son prédécesseur, Massamba-Débat dont les 5 ans de magistrature suprême sont restés à ce jour la meilleure période de croissance économique du pays.

De 1963 à 1968, Massamba-Débat préside aux destinées du pays. Le Congo connaît une forte croissance économique, jamais égalée. En même temps, sa gestion politique est déjà très problématique. Création du parti unique MNR et donc disparition de la démocratie parlementaire, création d'une jeunesse tumultueuse JMNR, apparition des premières milices dans le pays, mais surtout apparition de tortionnaires (Mabouaka, Castro, Ngayo etc...), sbires du pouvoir affectés aux sales besognes de persécution des opposants. Les camps de Makala et de Météo de triste mémoire ont marqué cette époque au fer rouge. Disparition d'opposants enfermés dans des sacs et jetés nuitamment dans le fleuve Congo. Quelle est la part de vérité dans ces affirmations ? Notre sombre histoire mérite d'être éclairée sur ces points.

Ngouabi qui succède à Massamba Débat en 1968 sur fond d'un clivage nord-sud naissant est au contraire un politicien

ambitieux et futé, mais un piètre gestionnaire. À coup de nationalisations intempestives et de nominations douteuses à la tête d'entreprises, il réussit en un tour de main à hypothéquer la croissance économique du pays. En 1977, Ngouabi constate courageusement son échec total sur le plan économique et partiel sur le plan politique. Il souhaite alors confier la gestion de l'État à Massamba-Débat tandis qu'il s'occuperait de l'assainissement de la vie politique.

Ce noble projet est à l'image de ce qui va se passer un an plus tard en Chine. Au pays de Mao, Deng Xiao Ping qui a constaté les ravages des politiques économiques du grand Timonier, décide de libéraliser l'économie tout en gardant la haute main sur la politique par le biais du Parti Communiste Chinois. Ce savant dosage d'ouverture économique et de contrôle politique n'a rien de révolutionnaire. Bien au contraire, c'est une synthèse de communisme et de capitalisme aux antipodes de la révolution culturelle. Mais surtout, il s'agit là d'une voie évolutive. 12 ans plus tard, la Chine est devenue l'atelier du monde, attirant les investisseurs du monde entier. Aujourd'hui, 36 ans plus tard, la Chine est devenue la deuxième économie du monde et poursuit sa marche à pas de géant. Tout le monde admire ce pays qui a su sortir en l'espace d'une génération des centaines de millions de Chinois de la pauvreté absolue. Tout le monde vante le courage politique de Deng Xiao Ping d'avoir choisi d'imposer le capitalisme d'État au lieu de se complaire dans un socialisme illusoire. Cette décision de Deng Xiao Ping fut prise sans organiser une chasse aux sorcières à laquelle le prédisposaient les souffrances qu'on lui avait imposées.

Tout le monde ignore cependant que le Congo était un précurseur sur cette voie, la voie du milieu. Avec de « si », on mettrait Paris dans une bouteille. Mais imaginons un seul

instant qu'en 1977, le tandem Marien Ngouabi – Massambat Débat avait réussi ce fantastique projet. Ils auraient ouvert la voie à une vraie réconciliation du pays et à un développement soutenu conduisant à une vraie émergence. Mais au lieu de ce fantastique projet, nos politiciens ont préféré ouvrir la boîte de Pandore. Et depuis, le déchirement du pays n'a fait que s'aggraver. Au lieu d'un sursaut national, nous avons sombré dans ce que nous savons faire le mieux : la guerre.

Couper le pays en deux ?

Aujourd'hui, certains compatriotes, exacerbés par le sentiment de rejet et d'exclusion, rêvent d'une partition pure et simple du pays à l'image de ce qui s'est passé au Soudan, en Somalie ou en Éthiopie (sécession de l'Érythrée). Quel gâchis! L'intolérance des Congolais a eu raison de la sagesse de ces deux fils du pays qui avaient eu le courage de surmonter leur divergence pour mettre les intérêts du peuple au-dessus de leurs égoïsmes. Ces deux visionnaires sont morts à quelques jours d'intervalle, sacrifiés sur l'autel de notre bêtise nationale. Avec eux s'est évanoui un grand rêve de stabilité et de prospérité.

L'échec de 1977 se répétera-t-il en 2016 ?

2016 pointe à l'horizon. Les fauves vont se lancer dans une bataille sans merci, n'hésitant pas un seul instant, s'il le faut, à mettre le pays à feu et à sang par l'intermédiaire de la jeunesse prête à servir de chair à canon. Soyons nombreux à nous opposer à ce projet macabre. Privilégions la concorde nationale. Refusons d'être les éternelles victimes consentantes, les moutons conduits à l'abattoir. La guerre n'est pas une fatalité. En 2016, c'est l'unité du pays qui se jouera. Soit nous

emprunterons la voie d'une démocratie inclusive, d'une société conviviale et apaisée ; soit au contraire, nous approfondirons la confrontation et évoluerons vers la partition du pays.

Le fond et la forme : une ébauche de solution

Bien entendu, le peuple souverain aura le dernier mot. Il peut s'approprier cette démarche ou au contraire la rejeter pour sa naïveté. Notre rôle citoyen se limite à explorer les pistes et à proposer des démarches. Cette réflexion peut être résumée à deux aspects fondamentaux :

1. Le fond : Pas de changement de constitution. Une élection présidentielle libre et transparente. Pas de harcèlement et de chasse aux sorcières. Une sortie par la grande porte au président de la ? République. Une justice citoyenne.
2. La forme : Une conférence nationale, une concertation sans exclusives, des États généraux de la nation, une Initiative nationale d'apaisement, des Assises nationales du Congo, une Table ronde de la Concorde, etc...

Nous espérons que nombreux seront les Congolais qui auront le courage de débattre de ces deux aspects. Créons les conditions pour une alternance démocratique donc pacifique et instaurons une tradition démocratique où les dirigeants n'auront plus peur de quitter le pouvoir. Il est peut-être trop tard, car connaissant la virulence de nos extrémistes, le combat n'est pas gagné d'avance.

8. Une vraie concertation nationale

Quelle forme prendra la concertation entre les protagonistes ? Nous entendons, çà et là des voix s'élever pour exclure toute négociation avec le pouvoir actuel déjà condamné par l'histoire. Au nom d'une rupture salutaire et dans le but d'une reconstruction apaisée, nos révolutionnaires en herbe proposent ni plus ni moins, l'interdiction du PCT et de ses satellites, la déchéance politique de leurs membres éminents pendant au moins dix ans, etc.

Solution alléchante à première vue, elle rappelle par trop la dénazification de l'Allemagne post-guerre. Seule nuance (mais de taille) la dénazification fut menée par les vainqueurs qui étaient des étrangers et donc plus ou moins impartiaux et objectifs. Pourra-t-on mener un bannissement à la congolaise sans tomber dans la chasse aux sorcières ? Ajoutons à cela que bannir le PCT de la scène politique reviendra indirectement à bannir une grande frange de l'armée et de citoyens. Ceux qui auront échappé aux fourches caudines de notre dénazification tropicale n'auront d'autre choix que l'exil. Quelle sera leur capacité de nuisance depuis leur exil doré ?

En dehors de ces questions cruciales, le débat sur la forme ne manquera pas de prendre une tournure politico-littéraire. Une conférence nationale, une concertation sans exclusives, des États généraux de la nation, Initiative nationale d'apaisement, Assises nationales, table ronde de la concorde, etc...

Si cette richesse sémantique exprime une noble intention d'apporter sa pierre à l'édifice d'un changement de paradigme au plan national, elle reflète surtout, malheureusement, la dispersion de nos énergies. Diluée face à la détermination des jusqu'au-boutistes, la volonté de sursaut demeure inefficace.

Toutes les forces acquises à la négociation visant à éviter un conflit sanglant et inutile, devraient normalement améliorer leur cohésion et leur efficacité afin de pouvoir peser sur le destin du pays. Quel nom prendra une initiative visant à rassembler toutes les forces acquises au dialogue ? Peu importe, tant qu'elle a comme leitmotiv le rassemblement conduisant à une alternance pacifiée. À propos, Deng Xiao Ping avait dit en 1962 : « Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris, c'est un bon chat. »

Cette citation de Deng Xiao Ping paraîtra un peu opportuniste à certains compatriotes. Il faut pourtant oser la replacer dans son contexte et surtout évaluer ses énormes retombées. Si la Chine occupe aujourd'hui la place qui lui revient sur la scène internationale, c'est grâce au redoutable pragmatisme de Deng Xiao Ping. Au lieu des palabres interminables et stériles, la Chine avait enfin emprunté la voie de l'efficacité : des actes concrets au lieu des paroles futiles, le rassemblement et non la division.

Nous l'avons déjà souligné plusieurs fois, le peuple congolais, comme tous les peuples de la terre, aspire à la paix, au bonheur et à la prospérité. Il a tous les atouts géographiques pour y parvenir, mais depuis 1959, nous assistons au contraire à une société en proie à ses démons et incapable de se penser un véritable destin commun. Cela serait-il lié à la malédiction du pétrole qui frappe la plupart des pays pauvres producteurs d'or noir ? Depuis l'indépendance, les périodes de relative stabilité sous régime forcément autoritaire, débouchent régulièrement sur des explosions inouïes de violence.

Selon toute vraisemblance (espérons-le), il y aura des élections présidentielles en 2016. La constitution actuelle limitant les mandats et imposant une limite d'âge, le président en exercice devra céder la place à une nouvelle figure. Ce qui sous d'autres

cieux se passe dans la plus grande sérénité suscite chez nous, soit une apathie totale quand les jeux sont faits, soit une agitation irrationnelle quand les jeux sont ouverts.

Les contradictions du PCT :

Soulignons encore une fois l'incongruité de la situation actuelle. Le PCT, parti au pouvoir, arrivé aux affaires à l'issue d'une guerre fratricide sous prétexte du non-respect des dispositions constitutionnelles n'hésite pas aujourd'hui ni plus ni moins à changer sa *propre* constitution. Rappelons aussi la virulence de ses attaques contre l'UPADS alors au pouvoir sous le prétexte qu'elle avait évoqué la possibilité d'un report de l'élection présidentielle de 1997. La conséquence logique de ce report était la prolongation du mandat de Lissouba de quelques semaines dans le but de ne pas entrer dans l'inconstitutionnalité. Comment comprendre aujourd'hui que ce même PCT, au nom de la stabilité des institutions et de la paix nationale exige ni plus ni moins, non pas une prolongation de quelques semaines pour tenir des élections, mais un mandat supplémentaire de 7 ans (370 semaines). Pour y parvenir, il ne s'agit non plus de prendre l'avis de la cour constitutionnelle pour un report éventuel d'une échéance électorale (ce qui avait mis le feu aux poudres en 1997), mais carrément de changer (même pas de réviser) purement et simplement la constitution. Faut-il être à ce point naïf pour croire que les mêmes causes ne produiront pas les mêmes effets ?

Osons pour une fois regarder les choses en face. Le vrai problème ne réside pas dans la constitution, malgré ses possibles imperfections. La constitution de mars 1992 a donné lieu à des interprétations qui nous ont conduits aux catastrophes de 1993-1994 puis celles plus meurtrières encore de 1997-

1998. La constitution de janvier 2002, quelles que soient ses insuffisances, a été conçue dans le but de surmonter toutes les lacunes de celle de 1992. Elle peut être révisée en ses points problématiques, mais elle ne mérite aucunement d'être remplacée. Un changement de constitution pourrait nous replonger dans la situation de 1992-1998 et donc ouvrir la voie à une grande instabilité porteuse d'immenses risques. Compte tenu de la propension des Congolais à résoudre leurs différends par la guerre, un affrontement fratricide n'est pas exclu. Pouvons-nous pour une fois faire l'économie d'une guerre civile ?

9. Nation, héritage et réconciliation

L'immense responsabilité historique du PCT

S'il y a un parti dont la responsabilité pèsera énormément sur la situation politique du pays, c'est bien le PCT. En respectant sa *propre* constitution, il contribuera automatiquement à la stabilisation de la situation qui semble s'envenimer inutilement. Par la même occasion, il aidera à instaurer une tradition politique d'alternance démocratique. L'essentiel du débat se situe donc logiquement au sein du PCT. Même si l'ensemble de la nation est concerné par ce débat, la clé du succès en 2016 se situe au sein de ce parti.

Or, malheureusement, il semble aujourd'hui qu'une frange du PCT, au grand mépris des règles démocratiques les plus élémentaires s'acharne à étouffer le débat interne et à l'exporter vers la nation. Sauf que le débat imposé à la nation est

entièrement biaisé et partial puisqu'il ne privilégie qu'un seul son de cloche.

Tel que le débat se profile actuellement au niveau national, la question ne concerne plus l'opportunité de changer la constitution, mais plutôt le meilleur moyen de la changer sans trop de casse. Certains parlent d'un passage en force. Inutile de souligner qu'une telle approche, verrouillant totalement le débat, est porteuse des germes d'explosion. Un vrai débat au sein du PCT aboutirait peut-être à l'inutilité du changement de constitution, étant donné le risque énorme que comporte apparemment une telle éventualité.

Quelle sera la stratégie du PCT ?

Nous ne sommes pas membres du PCT et donc pas les mieux placés pour apprécier sa stratégie de conservation du pouvoir. Tout parti qui conquiert le pouvoir aspire à l'exercer et à le conserver. On peut le conserver par la voie démocratique en consultant le suffrage du peuple. Pour cela, il faut avoir convaincu ce dernier par la qualité du travail abattu afin de mériter sa confiance par un mandat supplémentaire. On peut aussi conserver le pouvoir par la force, en violation flagrante des principes démocratiques. Dans ce dernier cas, on court le risque de se mettre à dos une grande partie de la population. Un tel exercice de pouvoir engendre inévitablement des attitudes autocratiques et des dérives aboutissant à des explosions sociales.

Depuis 1959, notre pays peine à se construire une citoyenneté inclusive, une nation unie, une gouvernance démocratique. L'ethno-régionalisme a infecté toute notre société au point où la conquête du pouvoir et encore plus, sa perte sont assimilées à des victoires ou des défaites tribales. Le pouvoir a tellement été

identifié à l'ethnie ou à la région que toute alternance est vécue comme une victoire pour une région et un drame pour toutes les autres.

Le PCT peut aujourd'hui mettre fin à cette situation manichéenne dans laquelle s'est enfermé tout le pays. Il doit pour cela mener à bien son aggiornamento, sa mutation. Il doit surmonter ses propres égoïsmes et permettre à la nation de se construire.

Nombreuses sont aujourd'hui les voix qui s'élèvent pour demander la dissolution de ce parti. Elles proposent une persécution de ses dirigeants, au nom d'une épuration de la vie politique qui serait souillée par l'ignominie de ce parti. Nous avons déjà souligné plus haut, l'absurdité et le danger d'une telle approche. D'autres voix proposent, comme à la conférence nationale, la déchéance politique de tous les dirigeants actuels du PCT en cas d'un soulèvement populaire initié par l'obstination de ce parti à vouloir changer la constitution. Il va sans dire qu'une telle tentative, loin d'apaiser le climat politique ouvrirait la boîte de Pandore.

Encore une fois, les clés de la situation se trouvent dans les mains des dirigeants du PCT. Sauront-ils faire preuve de vision et de grandeur politique ou préféreront-ils emprunter les voies tortueuses et ténébreuses de l'intrigue politique ?

Comment aider le PCT à faire sa mue ?

Une gestion autoritaire du pouvoir conduit inévitablement à un casting du personnel politique privilégiant le clientélisme, l'ethnocentrisme, le népotisme, etc. On le voit aujourd'hui au sein du PCT, mais aussi au sein de l'UPADS lors de son passage au pouvoir, au sein du MCCDI lors de sa gestion de la

mairie de Brazzaville, au sein du RDPS à la tête de la municipalité de Pointe-Noire, etc. L'ethno-régionalisme n'est donc pas l'apanage du PCT. Il n'y a qu'à voir la composition actuelle des États-majors des partis politiques. Bureaux politiques et comités centraux, conseils nationaux, etc. sont à dominance fortement tribale.

Parti au pouvoir, le PCT est donc logiquement sous le feu de la critique. L'action de ses dirigeants est passée au peigne fin. Le tableau qui en ressort est loin d'être brillant. Deux maux pervertissent spécialement la gestion du pouvoir dans notre pays : la mauvaise gouvernance économique et les crimes politiques. Il s'agit là des corollaires de systèmes autocratiques. L'absence de contrepoids politiques et juridiques conduit à l'impunité absolue tandis que la violence exigée par l'exercice autoritaire du pouvoir génère automatiquement des crimes politiques.

Depuis l'indépendance du pays en 1960, l'État n'a jamais réussi à créer un cadre de gouvernance réellement démocratique. La seule petite exception est la courte période que constitua la transition entre la fin de la CNS en 1991 et l'arrivée de Lissouba au pouvoir en août 1992. La cohabitation entre un président sortant et affaibli d'un côté et d'un premier ministre issu de la Conférence Nationale Souveraine, n'est pas étrangère à cet état de grâce. À cela, il faut ajouter un Conseil National de la Transition (réellement représentatif et aux pouvoirs sagement dosés) et la probité de la majorité des acteurs qui avaient animé cette transition. Aucun membre du gouvernement de transition ni du Conseil National de la Transition ne fut pourchassé ou persécuté à la fin de son mandat. Bien au contraire, tout le monde fut obligé de reconnaître la qualité du travail qu'ils abattirent et saluer leur réussite, tant sur le point économique que politique. La transition dura 18 mois au lieu de 12 et tous les actes de la CNS

ne furent pas appliqués, mais personne n'ose aujourd'hui encore remettre en cause le travail de Milongo et son équipe. Ceci pour dire qu'un cadre vertueux engendre forcément des actions vertueuses, car le contrôle exercé par les puissants contreponds que sont la justice, la presse et la société civile exclut à temps tout comportement déviant. Sanctionné à temps, le coupable n'a pas le temps d'occasionner des dégâts à l'économie nationale ou aux acteurs politiques. Aucun crime économique, politique ou contre l'humanité ne peut passer inaperçu et encore moins rester impuni.

Il en va tout autrement d'un régime autocratique. Ce dernier tire son essence et battit sa pérennité en grande partie sur l'impunité des collaborateurs dociles tandis que les insoumis sont congédiés sans ménagement. Un cercle vicieux se crée alors, qui favorise toutes sortes de crimes par action ou omission. En effet, l'absence de vrais contre-pouvoirs (bêtes noires des pouvoirs autoritaires qui ne souffrent pas le débat contradictoire) conduit très rapidement à un sentiment d'impunité. Allégeances et petits services finissent de pervertir l'ensemble du pouvoir et ses détenteurs qui se servent plus qu'ils ne servent les populations. Et quand s'installent le népotisme et l'ethno-régionalisme, on peut dire que la boucle du cercle vicieux est bouclée. Un paradigme est ainsi ouvert. La question qui découle logiquement de ce constat est la suivante : « Comment juger les crimes économiques et politiques commis dans ce paradigme ? »

Oui, comment juger un *bourreau* dans l'exercice de sa fonction, s'il le fait au service d'un système qui ne condamne pas les dérives ? Dans un tel système, seules l'éthique et la probité de l'acteur constituent un rempart contre les dérives. Or, la sélection du personnel politique, on l'a vu, se fait sur des critères qui ne garantissent ni la probité ni l'éthique, bien au contraire.

Un exemple extérieur à notre pays peut nous éclairer à ce propos et étayer l'affirmation ci-dessus. Aujourd'hui, la classe politique française est secouée par de nombreux scandales fiscaux qui, il y a peu auraient fait l'objet d'obscurs arrangements entre 'initiés'. Le paradigme ayant changé, les acteurs politiques en délicatesse avec le fisc préfèrent démissionner que de salir la fonction qu'ils assument. Nous sommes là dans une vieille démocratie bâtie sur des institutions fortes, ce qui n'empêche pas d'observer des dérives regrettables. Soulignons en passant, que c'est le renforcement des contrepouvoirs, en l'occurrence la presse au temps de l'Internet et la justice qui améliore la détection et la condamnation des contrevenants. Contrevenants qui, il y a quelques années à peine seraient passés à travers les mailles du filet judiciaire. Soulignons aussi le fait que les coupables ne sont poursuivis que pour les faits qui leur sont reprochés ; aucune cabale n'est organisée à leur encontre, aucune chasse aux sorcières, aucun exil ni doré ni forcé sur la base de leurs origines régionales ou de leur appartenance politique. Si nous avons évoqué la notion de paradigme politique, c'est pour insister sur la nécessité de les cerner avant de comprendre la complexité de notre situation actuelle et le caractère conciliant des mesures proposées dans le but d'éviter un énième déchirement inutile de notre tissu social.

Avocat du diable ?

Entendons-nous bien. Il ne s'agit nullement dans ce propos de justifier et encore moins de défendre les auteurs de crimes économiques ou politiques. Il s'agit tout simplement d'une tentative de trouver une sortie d'un piège qui risque de se refermer avec violence sur notre société encore fragile à la sortie d'un paradigme tumultueux. Une époque est sur le point de s'achever. Or cela peut se faire par effondrement

révolutionnaire ou par évolution consciente et assumée. La menace d'une déflagration est beaucoup plus réelle que ne veulent le concevoir les tenants d'une table rase ou d'une politique de rupture totale.

Il s'agit surtout d'aider les membres du PCT, mais aussi des autres partis, à trouver la force de se sortir d'une impasse et à aider le reste du pays à éviter une guerre annoncée ou pressentie, mais évitable. Il faudra pour cela trouver une solution à trois grands problèmes : la richesse insolente d'une infime minorité qui côtoie la misère indescriptible de la grande majorité ; les nombreux citoyens qui attendent de connaître les bourreaux de leurs proches ; les nombreuses victimes de destruction qui attendent réparation morale et financière par l'État.

Si une amnistie financière assujettie du versement d'une taxe alimentant un Fonds complété par l'État et destiné à indemniser partiellement les pertes matérielles causées par les guerres peut soulager en partie les victimes de dégâts matériels, les morts resteront longtemps une plaie béante de notre société. Il faudra commencer par trouver des sépultures dignes à ceux qui furent jetés dans des fosses communes. Retrouver si possible les traces de ceux qui avaient disparu. Enfin, mettre un nom sur chaque souffrance et donner un visage au bourreau sans tomber dans la vindicte et le lynchage systématiques.

10. Le modèle sud-africain

Au sortir de l'apartheid, très peu de gens avaient cru que l'Afrique du Sud surmonterait la haine raciale et le fossé social qui avaient opposé la minorité blanche au pouvoir économique et politique à la majorité noire, étrangère dans son propre pays. L'apartheid avait atteint des sommets dans l'humiliation et l'avilissement de l'autre. Les Sud-Africains noirs étaient cloîtrés dans des Bantoustans, confinés dans des ghettos, privés d'humanité sans parler de droits politiques. Ceux qui s'opposaient à cet odieux système étaient obligés, soit de s'exiler, soit de subir la mort ou la prison. Combien de Noirs sont tombés sous les balles de la police raciale et de ses milices supplétives pendant les décennies qu'a duré la ségrégation ? Chaque souffrance est absolue, mais sans entrer dans la compétition de la douleur et de la souffrance, peut-on juxtaposer le drame sud-africain au nôtre ?

La fin de l'apartheid, la sortie d'un paradigme racial pour entrer dans le nouveau cycle postapartheid, avait suscité un immense espoir, mais aussi de profondes appréhensions. Nombreux sont les analystes qui prévoient un avenir sombre à ce pays. Ils ne voyaient pas comment ce pays meurtri allait sortir du piège de la violence qui l'aurait fait basculer dans une effroyable et interminable guerre civile avant d'éclater en morceaux.

Nation arc-en-ciel

L'Afrique du Sud n'a pas implosé, loin de là. Si cette nation qui se construit devant la face du monde et qui fait la fierté de l'Afrique n'a pas fini de panser ses plaies, elle nous a donné une grande leçon d'humanité, d'humilité et de spiritualité. La nation qui se veut Arc-en-ciel, et qui se vit en tant que tel, a su s'inventer un destin aux antipodes de ce que prédisaient les Cassandres. Trois hommes ont été au berceau de cette nouvelle Afrique du Sud : Nelson Mandela, Frederik De Klerk et Desmond Tutu. Ces trois hommes ont su s'humilier, pardonner et inventer la désormais célèbre commission « Vérité et réconciliation ». Éminemment politique et surtout spirituelle, elle a su transcender l'immense soif de justice et de vengeance sans tomber dans l'impunité, un véritable miracle. Elle a permis aux bourreaux et aux victimes de se regarder en face, de dépasser leur haine et d'aspirer au pardon en toute humilité. Sans bafouer la justice universelle, elle a réussi à mettre un nom sur toutes les souffrances et à jeter les bases d'une société réconciliée avec son passé. Une société tournée vers l'avenir.

2016 au Congo ne sera pas la fin d'un apartheid. Quel que soit le niveau de mal commis dans notre pays depuis l'indépendance, quels que soient l'universalité et le caractère absolu du mal, il nous est difficile de dire que notre souffrance a été plus forte que celle des Sud-Africains noirs. Si le génie des Xhosas, des Zulus, des Ndébélés, etc. d'un côté et de Boers et Afrikaners de l'autre, leur a permis de sortir de l'apartheid sans sombrer dans de nouvelles haines, le génie des Congolais

permettra-t-il aux Vilis, Kouyous, Kambas, Mbochis, Kongo-Laris, Bembés, etc. d'inventer un nouveau paradigme social sans passer par une guerre fratricide ? Tâche immense, et certains diraient impossible. Osons mettre toutes les intelligences de notre nation pour conjurer un sort qui semble scellé.

11. « I have a dream. »

Martin Luther King avait fait un rêve. Nous avons tous vu les larmes de ses compagnons au moment de l'accession de Barak Obama à la présidence des USA. Une partie de son rêve venait de se réaliser. Et nous au Congo, dans l'optique de 2016, pouvons-nous rêver d'un grand meeting dont le thème serait : Touche pas à ma constitution – Touche pas à mon président. Un grand moment d'unité nationale et sursaut citoyen où les extrémistes de tout bord sentiraient qu'une autre voie est possible dans notre beau pays ?

Sassou face à l'héritage de Mandela

Sassou s'est souvent profilé comme héritier de Mandela. En vrai chef du PCT saura-t-il marcher dans le sillage de son idole et laisser à la postérité un Congo réconcilié et sur la voie de la prospérité ? Ou au contraire succombera-t-il à l'appel de nos démons pour livrer le pays à la merci des anges de l'enfer ? Rappelons ici que Mandela quitta le pouvoir 5 ans à peine après y être arrivé. Il venait d'accomplir un seul mandat. La grandeur d'un leader ne se mesure pas par sa durée au pouvoir, mais par la qualité de l'œuvre qu'il laisse, par la noblesse des gestes

qu'il pose et par la sagesse qu'il met à se trouver un successeur de son vivant. Sassou montrera-t-il à la face du monde qu'il est un disciple de Mandela ou laissera-t-il un Congo à feu et à sang à l'image de la Lybie post-Kadhafi ? Aidons-le à faire le bon choix, celui de la concorde nationale.

Ne soyons pas naïfs. Notre histoire déteste la conciliation. Quand Ngouabi entreprit de négocier un nouveau contrat national avec Massamba-Débat, les deux trouvèrent la mort dans des circonstances tragiques. Sassou pourrait-il entamer une sortie par la grande porte sans susciter dans son propre entourage des velléités régicides ? C'est au peuple de lui donner des gages d'une retraite méritée et de le protéger contre ses éventuels détracteurs, tant intérieurs qu'extérieurs. La paix et stabilité du pays sont peut-être à ce prix.

12. Conclusion

Les conditions d'une alternance démocratiques et pacifiques

2016 pourra ouvrir une ère de prospérité à notre pays meurtri depuis un demi-siècle. Pour cela, il faudra remplir certaines conditions dont voici quelques-unes qui sont indispensables :

- 1. La tenue d'une Table Ronde de la Concorde**
- 2. Le maintien de la constitution de janvier 2002**
- 3. La définition d'un statut protecteur du chef de l'État à la fin de son mandat**
- 4. Le destin des anciens collaborateurs du chef de l'État**
- 5. La création d'une commission nationale indépendante et consensuelle d'organisation et de supervision des élections**
- 6. L'application intégrale des conclusions des concertations d'Ewo et de Dolisie**
- 7. La révision consensuelle du corps électoral**
- 8. La tenue d'un scrutin libre, transparent, démocratique et incontestable**
- 9. La convocation d'une conférence sur le modèle de la commission « Vérité et Réconciliation »**
- 10. La constitution d'un Fonds d'indemnisation des victimes des guerres et des catastrophes**

Il va sans dire que cette liste n'est ni exhaustive ni exclusive. Le temps qui nous reste avant le délai constitutionnel d'août 2016 est très court pour l'exécution des points ci-dessus énumérés. La bonne foi et la diligence des uns et des autres dans un esprit constructif et apaisé pourraient nous sortir de l'impasse dans laquelle nous semblons lentement mais sûrement cheminer. On peut parler d'une véritable course contre la montre.

Pour finir nous aimerions tant qu'à partir de 2016, chaque dirigeant prenant sa retraite puisse penser à ce cantique de Syméon :

« Maintenant, ô Maître souverain,
tu peux laisser ton serviteur s'en aller
en paix, selon ta parole.
Car mes yeux ont vu le salut
que tu préparais à la face des peuples :
Lumière qui se révèle aux nations
et donne gloire à ton peuple Israël.
gloire au Père, et au Fils, et au Saint-Esprit,
Pour les siècles des siècles. Amen. »

Puisse la sagesse enfin triompher au Congo,
afin que :

*Une Longue nuit s'achève
Et que Notre Congo resplendisse
Au son de la liberté*

Pour cela :

***Congolais, debout
Fièrement partout
Proclamons l'union
De notre nation...***

Brazzaville décembre 2014